

« Il n'y a pas de Premier ministre en Belgique »

John Crombez, le président des socialistes flamands, exhorte Charles Michel à sortir du bois pour dénoncer les propos de la N-VA, qui ont comme objectif de diviser la société belge.

Qui est le véritable homme fort du gouvernement fédéral ? Pour John Crombez, président du SP.A, ce n'est pas celui qu'on croit... « *Le "Premier ministre" de Belgique, Bart De Wever, annonce des choses dangereuses pour les fondements mêmes de notre société et pour les droits humains. Et le "second ministre", Charles Michel, ne réagit même pas* », dit-il au *Soir* alors que la Flandre est secouée par un débat sur le racisme, après que la mort d'un adolescent de 15 ans a entraîné un flot de réactions nauséabondes.

Le chef des socialistes flamands dénonce l'attitude de la N-VA : « *Il y a de nombreuses expressions, non seulement de mandataires mais aussi de ministres ou du président de la N-VA, qui ont pour but de séparer des groupes de gens. Tel groupe a telle caractéristique, tel groupe en a une autre et, quand ça tourne mal, c'est la faute de quelqu'un d'autre. Tout le temps.* »

Pour John Crombez, les nationalistes flamands s'attaquent directement à une série de valeurs qui sont défendues par la Constitution et les conven-

tions des droits de l'homme. Pour étayer, il cite une série de propositions émises par la N-VA ces dernières semaines : limiter la liberté d'expression, permettre au bourgmestre d'arrêter quelqu'un, introduire une gestion armée des entités locales avec le Patriot Act...

Face à cela, que fait Charles Michel ? « *Il n'y a pas de Premier ministre. Il est là pour gentiment organiser et or-*

chestrer des conférences de presse, pour donner 150 slides sans informations. La société est en difficulté et Charles Michel vient avec ses communications », estime le socialiste flamand. Il exhorte le Premier ministre à dire « *arrêtez !* ».

John Crombez ne s'en prend pas qu'aux autres et fait l'autocritique de la gauche sur les questions sociétales : « *Si la situation est problématique sur le plan de l'intégration, de la lutte contre la discrimination, la lutte contre le racisme et la sécurité, c'est que la gauche aussi doit se regarder en face* », juge-t-il. Au moins un point sur lequel Bart De Wever devrait être d'accord... ■

John Crombez

Président du SP.A depuis un an, John Crombez s'est imposé comme une figure marquante du paysage politique du nord. En tant que leader de l'opposition socialiste, c'est l'un des principaux contradicteurs de Bart De Wever dans le débat public. Il a fait ses armes auprès d'une autre figure, Johan Vande Lanotte, dont il fut le chef de cabinet. Après un mandat de député flamand, il est devenu secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude fiscale sous le gouvernement Di Rupo.

« La N-VA a voté contre les mesures antiracistes »

► Après la polémique sur le racisme, le président des socialistes flamands s'exprime.

► Pour lui, Bart De Wever s'en prend aux valeurs essentielles.

► « Et Charles Michel ne réagit pas. »

Il a quitté le « farniente » de son fief ostendais à Bruxelles pour notre interview, preuve qu'en pleines vacances, l'affaire des déferlements racistes en Flandre est une priorité politique. Mais les idées sont claires, semble-t-il, puisqu'elles sont consignées sur un... carton de bière trappiste.

La N-VA a condamné les déferlements racistes. Mais elle reproche aujourd'hui à la

gauche - à vous - d'avoir créé le climat raciste en ne gérant pas l'immigration.

C'est tout ce que sait faire la N-VA : accuser.

Une façon pour la N-VA de se dédouaner après des propos sur les Berbères, sur les demandeurs d'asile sur...

Ne les citez pas tous, ça va remplir tout le Soir.

Mais ils estiment que les socialistes ont raté le défi de l'inté-

gration.

Il y a de nombreuses expressions, non seulement de mandataires mais aussi de ministres ou du président de la N-VA, qui ont pour but de séparer des groupes de gens. Tel groupe a telle caractéristique, tel groupe en a une autre et, quand ça tourne mal, c'est la faute de quelqu'un d'autre.

Revenons-y, vous avez raté le défi de l'intégration ?

En Flandre, le ministre qui a eu le plus longtemps le portefeuille de l'intégration, c'est Geert Bourgeois, de la N-VA. Alors pourquoi accuser aujourd'hui les autres ? Moi, je ne juge pas, parce qu'il y a une difficulté énorme au sein de notre société, pour l'instant. Le « Premier ministre » de Belgique Bart De Wever annonce des choses dangereuses pour les fondements mêmes de notre société et les droits humains. Et le « second ministre » Charles Michel ne réagit même pas.

Vous faites allusion à quoi ?

A la demande de Bart De Wever de permettre au bourgmestre d'arrêter quelqu'un. D'introduire une gestion armée des entités locales (c'est le Patriot Act). De limiter la libre expression. Autant de choses que protègent la Constitution et les conventions sur les droits de l'homme. La N-VA dit vouloir défendre nos valeurs et y porte atteinte elle-même. Et il n'y a pas de Premier ministre. Il est là pour gentiment organiser et orchestrer des conférences de presse, pour donner 150 slides sans information. Quand le politicien le plus important du pays, Bart De Wever - Charles Michel devrait l'être -, quand cet homme politique le plus important commence à tenir des propos qui s'en prennent à nos valeurs fondamentales, il n'y a pas de Premier ministre pour

réagir.

Qu'est-ce qu'il devrait faire ?

Comme Premier ministre, quand quelqu'un qui est important dans sa majorité touche aux valeurs fondamentales et constitutionnelles de notre pays, le moins qu'il puisse faire, c'est de dire « arrêtez ! ».

A vous entendre, la N-VA n'est pas un parti démocratique.

Il ne s'agit pas d'une évaluation de la N-VA, pour le moment. Jusqu'à présent, ils ont vraiment fait beaucoup d'efforts pour démontrer qu'ils sont un parti démocratique, sauf que leur président s'exprime dans un sens qui est clairement contre ces valeurs.

Vous appelez le Premier ministre à intervenir, mais est-ce qu'on entend assez la gauche dans le débat sur le racisme ?

Pour le moment, les gens ont peur, ne se sentent pas en sécurité, et on doit vraiment respecter cela. De notre côté, où agit-on ? Sur Twitter ? Dans la presse, pour qui les joutes verbales sont de l'information ? Ou dans les parlements ? Dans les parlements. Et là, trop peu de choses ont été faites, car les résultats ne sont pas bons.

La gauche a une part de responsabilité ?

Oui. Si la situation est problématique sur le plan de l'intégration, de la lutte contre la discrimination, la lutte contre le racisme et la sécurité, c'est que la gauche aussi doit se regarder en face. Cela ne veut pas dire qu'Ecolo, PS, Groen, SP.A n'ont pas, durant les deux dernières années, continué à faire des propositions dans ces 4 domaines. Mais la N-VA vote contre. Il est facile de déclarer que c'est la faute des autres et, en même temps, de voter contre quand cela vient au parlement.

Les mesures antiracistes, la N-VA a voté contre.

Alors pourquoi Francken condamne-t-il les poussées racistes en Flandre ?

Ce sont des mots, c'est facile.

Mais ces phrases font souvent mouche. Entend-on assez la gauche ?

C'est vrai, c'est plus populaire de ne parler de rien. Cela ne m'inquiète pas. Nous voulons le dialogue, pas les petites phrases.

Mais vous dites vous-même que ça fonctionne, ces petites phrases.

Ça fonctionne dans la presse. Je m'excuse pour la presse, mais ma tâche la plus importante n'est pas dans la presse mais dans la population.

Mais elle est influencée par la presse.

Je suis content de vous l'entendre dire.

Bien sûr, mais si ces petites phrases répétées influencent la population, et si vous n'êtes pas là, vous, pour réagir, ne craignez pas que cela pose un problème ?

Le socialisme existe depuis 130 ans. Ils ont dû commencer avec un monde politique et une presse hostiles aux gens simples, qui travaillent dans des conditions horribles. C'était difficile, c'était une lutte contre des géants, et ils ont réussi. La presse est indépendante et c'est bien, mais si elle laisse plus d'espace aux petites phrases, ce n'est pas important pour moi : mon travail est ailleurs. ■

**Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY
et DIRK VANOVERBEKE**

« Le trou budgétaire n'a pas bougé »

Les travaux budgétaires commencent dans une semaine. Comment jugez-vous la situation des finances du pays ?

Le gouvernement dit que ce n'est pas important, il ne faut trouver « que » huit milliards. En fait, c'est le même montant qu'à la fin du gouvernement Di Rupo. Sous le gouvernement précédent, on avait commencé avec un déficit de 6 %. On a terminé à 3 % et on y est toujours. Donc, durant deux ans et demi, nous avons réduit le déficit. Et depuis, plus rien n'a bougé. Les gens ont payé, les indépendants, les personnes seules, mais le déficit est toujours le même. Le gouvernement a augmenté la TVA à raison de 4 milliards et le déficit est encore ce qu'il est. Conclusion : il y a un trou de

huit milliards. Tout le monde le souligne : Banque nationale, Bureau du Plan, Cour des comptes. Huit milliards !

Mais le gouvernement a réduit les charges sociales, et cela a eu un coût.

Oui, et réduire les charges, c'était une bonne chose. Mais je vais prendre leur phrase : dans une famille, on ne peut dépenser que ce qu'on a. Ici, ils ont réduit le déficit en faisant

payer les familles et les indépendants, et l'ont à nouveau creusé en baissant l'impôt des sociétés. Il aurait fallu financer cela, mais la seule raison pour laquelle cela ne s'est pas produit, c'est parce que la N-VA voulait couper dans la Sécurité sociale et que le CDE&V voulait un impôt sur la fortune. Et comme il n'y avait pas d'accord, ils ont dépensé sans avoir l'argent. Et ce qu'il reste, c'est 6 milliards de déficit creusé par la baisse des charges. Et jusqu'à présent, ce sont les mêmes qui ont payé. Mais est-ce tenable ? Jusqu'à présent, ils se sont refusé à parler de financement, mais le problème a été reporté.

A la législature suivante ?

C'est ce qu'ils commencent à dire. De Wever a dit qu'on allait continuer à économiser les huit milliards. Mais petit à petit, on dit que le structurel, cela peut être pour 2019. Et donc après les élections. Donc ils ne vont pas le faire sous cette législature, parce qu'ils n'ont pas d'idée commune sur la manière d'économiser. Parce qu'il n'y a pas de Premier ministre, sauf pour faire de bonnes conférences de presse. ■

Propos recueillis par B.DY. et D.V.

ANALYSE

Quand le vent vient de droite, les socialistes s'abritent

Après une semaine de passes d'armes très dures autour de la question du racisme, le président des socialistes flamands affirme sa ligne : pas de débat frontal, œil pour œil dent pour dent avec les rois du propos qui pique, la N-VA. « Nous voulons le dialogue, ne créons pas des polémiques alors que les problèmes s'amoncellent. » Mais on sent aussi une certaine amertume du leader socialiste face à la teneur du débat public, fait de propos définitifs et souvent porteurs sur les questions de sécurité et d'intégration, dans un contexte où la population est inquiète. Un phénomène pas assez contenu pour John Crombez. Par la presse, d'abord, en défaut de démonter le discours radical lorsqu'il est fallacieux. Et par le Premier ministre aussi, qui faillit à son devoir de faire taire la N-VA quand elle s'en prend « aux fondements démocratiques ».

Ne pouvant régner dans l'arène médiatique où les vents ne lui semblent pas porteurs, il fait le gros dos, John Crombez, et prépare, comme le PS, une forme de chantier des idées « Jij maakt morgen », « Tu bâtis demain », où des groupes de réflexion se réunissent dans toute la Flandre et à Bruxelles pour imaginer le monde progressiste à venir. Un retour aux sources que Crombez rattache carrément aux origines du socialisme.

Et n'allez pas lui dire que ce socialiste flamand n'est du coup pas en grande forme, dans un monde politique habité par la droite et l'extrême droite, il vous répondra que tout n'est pas rose, c'est vrai, mais que les sondages pointent désormais le SP.A en deuxième position. « J'en ai marre que tout sondage nous concernant fasse l'objet de la pire interprétation, même si c'est vrai que, bon, ce n'est pas glorieux. »

B.DY ET D.V.